

# Conclusion

Les *Euro-think tanks* sont utiles au processus d'intégration européenne et aux décideurs politiques européens en général. Nous avons vu tout au long de ce rapport comment ils remplissent plusieurs des rôles présentés dans la Section 1, comme leurs pairs ailleurs dans le monde. En effet, à divers échelons, ils mènent « des recherches de base sur des problèmes et des solutions de politique » ; ils fournissent « des recommandations pour les problèmes de politique immédiats dont débattent les responsables des gouvernements » ; ils évaluent les programmes gouvernementaux et « servent à faciliter la création de réseaux et l'échange d'idées » ; ils « servent de fournisseurs de personnel au gouvernement et de lieux où les politiciens et les décideurs peuvent recharger leurs batteries » ; et ils aident à interpréter « les politiques et les événements de l'actualité pour les médias écrits et électroniques ». Ils contribuent à faire de la démocratie européenne une réalité, en agissant comme incubateurs et facilitateurs d'idées.

Nous avons vu aussi comment le secteur dans son ensemble est important en termes absolus (3000 chercheurs représentant près d'un cinquième du nombre total d'employés de la Commission européenne !) mais également relativement fragmenté et isolé. Tous ses membres ne parviennent pas toujours à diffuser leurs recherches autant qu'ils le devraient. Les acteurs existants sont face à une compétition croissante venant de leurs propres rangs et de nouveaux entrants, puisqu'il existe relativement peu d'obstacles à la pénétration du « marché des idées ». Certaines questions font l'objet d'une recherche parfois redondante. Les financements publics diminuent, et ceux du privé ne sont pas encore bien en place. Les entreprises financières et les fondations rencontrent des obstacles pour financer la recherche indépendante au niveau européen et le secteur lui-même est devenu trop dépendant des fonds publics.

Entre temps, les *think tanks* font face à de nouveaux dilemmes, tandis que leurs activités et la politique communautaire deviennent plus partisans, et qu'ils doivent lutter pour capter l'attention des médias. Les utilisateurs potentiels de leurs travaux, les décideurs, les journalistes, les universitaires, ne perçoivent pas pleinement la valeur que les *think tanks* existants apportent aux politiques publiques. Dans beaucoup de pays, il leur reste même à apprendre ce qu'une communauté de *think tanks* saine peut apporter à la décision politique et à la démocratie.

Tandis que nous avons rencontré beaucoup de pessimistes au sein et en dehors de la communauté, nous pensons qu'il y a des signes encourageants indiquant que les *euro think tanks* expérimentent en fait le début d'une nouvelle ère. Les décideurs, tant du secteur public que privé, se montrent de plus en plus intéressés à la fois par l'Europe et par la recherche indépendante, même en France, pourtant si centralisée. La diversification des ressources financières peut à l'avenir encourager l'innovation et une meilleure qualité de recherche, pourvu que les entreprises comprennent qu'elles aussi doivent soutenir la mission de service public que proposent les *think tanks*, et que les *think tanks* soient à leur tour disposés à s'ouvrir à une plus grande transparence financière. Cela pourrait à terme déboucher sur plus

de flux de capitaux privés. Les universitaires s'impliquent aussi davantage avec leurs collègues des *think tanks* et dans d'autres domaines de recherche appliquée. La coopération ainsi que d'autres formes d'échange entre *think tanks* s'accroissent au niveau européen. La maîtrise des techniques de communication des Anglo-américains se répand.

Certains euro *think tanks* risquent, dans les années à venir, de souffrir des mutations en cours dans leur environnement opérationnel, mais beaucoup restent persuadés que le secteur en ressortira renforcé. Après tout, ne s'agit-ils pas d'organismes spécialisés dans l'analyse des tendances et des leçons à tirer pour l'avenir ?

## ANNEXE 1 – LISTE DES *THINK TANKS* ETUDIÉS

Il était matériellement impossible de présenter la totalité des données collectées et utilisées pour l'analyse fournie ici sous sa forme imprimée. Nous présentons donc ici uniquement la liste des organisations étudiées et renvoyons les lecteurs vers le site Internet de Notre Europe pour une présentation des principales données collectées : coordonnées, mission, activités et publications principales, équipes, budgets, et thèmes de recherche :

<http://www.notre-europe.asso.fr>

Les données présentées dans ce tableau ont été collectées tout au long de l'été 2004, par téléphone, par email, et via les sites Internet des organisations. L'opportunité, que beaucoup ont saisie, a été donnée à tous les *think tanks* étudiés de vérifier les données fournies.

### LISTE DES *THINK TANKS*

#### UE-BRUXELLES :

Center for European Policy Studies (CEPS)  
Centre for the New Europe (CNE)  
European Centre for International Economics (nom provisoire)  
European Policy Centre (EPC)  
European Trade Union Institute (Institut Syndical Européen) (ETUI)  
Lisbon Council for Economic Competitiveness  
Observatoire Social Européen  
European Institute for Asian Studies (EIAS)  
International Security Information Service, Europe - ISIS Europe  
Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe (MEDEA)

#### ALLEMAGNE

Institut für Europäische Politik (IEP)  
Zentrum für Europäische Integrationsforschung (ZEI) an der Universität Bonn  
Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung (MZES) an der Universität Mannheim  
Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (ZEW) an der Universität Mannheim  
Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) - Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit  
Forschungsinstitut der deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP)  
Centrum für angewandte Politikforschung (CAP) an der Universität München  
Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung  
Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik (IFSH) and der Universität Hamburg  
HAUS RISSEN-Internationales Institut für Politik und Wirtschaft (Hamburg)

Bertelsmann Stiftung

Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)

Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel (IfW)

IFO-Institut

Hamburgische Welt-Wirtschafts-Archiv (HWWA) - - Hamburg Institute of International Economics

Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH)

Institut für Wirtschaft und Gesellschaft (IWG Bonn)

Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Konrad-Adenauer-Stiftung

Hanns-Seidel-Stiftung

ASKO-EUROPA-STIFTUNG

Stiftung Entwicklung und Frieden (SEF)

## **AUTRICHE**

Institut für Europäische Integrationsforschung (EIF)

Österreichisches Institut für Europäische Sicherheitspolitik (ÖIES)

Europainstitut der WU Wien (Jean Monnet Centre of Excellence)

The interdisciplinary Centre for Comparative Research in the Social Sciences (ICCR)

Institut für Höhere Studien (IHS) Institute for Advanced Studies

Europäisches Zentrum für Wohlfahrtspolitik und Sozialforschung

Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP)

Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche (WIIW)

Zentrum für angewandte Politikforschung (ZAP)

Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO)

Austria Perspektiv (ein Institut der Österreichischen Wirtschaft)

## **BELGIQUE**

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)

Royal Institute for International Relations (IRRI-KIIB)

## **CHYPRE**

European Institute of Cyprus

The Research and Development Center – Intercollege

Civilitas Research

## **DANEMARK**

Danish Institute for International Studies (DIIS)

## **ESPAGNE**

Asociación de Investigación y Especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI)  
Centro de relaciones internacionales y cooperación internacional (CIDOB)  
Fundación Pablo Iglesias  
Fundación para el análisis y el estudio social (FAES)  
Instituto de Cuestiones Internacionales y Política Exterior (INCIPE)  
Institut europeu de la mediterrània (IEMed)  
Real Instituto Elcano

## **ESTONIE**

Institute for European Studies  
Estonian Foreign Policy Institute (EVI)  
Praxis Center for Policy Studies  
The Estonian Institute for Futures Studies (ETI)

## **FINLANDE**

The Finnish Institute of International Affairs  
ETLA, Research Institute of the Finnish Economy  
Pan-European Institute  
Finnish Business and Policy Forum (EVA)  
Pellervo Economic Research Institute (PTT)  
Labour Institute for Economic Research

## **FRANCE**

Confrontations Europe  
Europe 2020  
Fondation Robert Schuman  
Notre Europe  
European Union Institute for Security Studies (EUISS)  
Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)  
Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

## **GRECE**

ELIAMEP, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy  
EKEM, Hellenic Center for European Studies  
EKEME, Greek Center of European Studies and Research  
Institute for International and European Economic Relations  
Research Institute for European and American Studies  
Centre of European Constitutional Law, Themistocles and Dimitris Tsatsos Foundation

Center for International and European Economic Law

Society for Social and Economic Studies (EKOME)

## **HONGRIE**

Foundation for Market Economy

Institute for World Economics of the Hungarian Academy of Sciences

Institute of Economics of Hungarian Academy of Sciences (IEHAS)

Policy Research Centre of the Századvég Foundation

International Center for Economic Growth (ICEG) European Center

## **IRLANDE**

Institute of European Affairs (IEA)

Economic and Social Research Institute (ESRI)

## **ITALIE**

Istituto Affari Internazionali (IAI)

Centro Studi Investimenti Sociali CENSIS

Centro Studi Politica Internazionale (CeSPI)

Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI)

Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (SIOI)

Fondazione di ricerca Istituto Carlo Cattaneo

Centro di Ricerca e Documentazione Luigi Einaudi

## **LETONIE**

Centre for European and Transition

Latvian Institute of International Affairs

Institute of Economics, Academy of Science (IEAS)

Baltic International Center for Economic Policy Studies (BICEPS)

Centre for Public Policy (PROVIDUS)

## **LITHUANIE**

Institute for International Relations and Political Science

Lithuanian Free Market Institute

Lithuanian Regional Research Institute

Institute of Labour and Social Research

## **PAYS-BAS**

The Cicero Foundation (CF)

Centre for European Security Studies (CESS)

Initiative Referendum Institute Europe (IRI Europe)

Netherlands Institute of International Relations Clingendael

## **POLOGNE**

Adam Smith Research Centre  
Center for International Relations  
Center for Social and Economic Research  
Institute of Public Affairs  
Foreign Trade Research Institute  
Gdansk Institute for Market Economics

## **PORTUGAL**

Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (Institute of International Strategic Studies) - IEEI  
Instituto Português de Relações Internacionais (Portuguese Institute of International Relations) – IPRI

## **REPUBLIQUE TCHEQUE**

EUROPEUM Institute for European Policy  
Policy Center for the Promotion of Democracy  
Prague Institute of International Relations  
Center for Economics and Politics  
Civic Institute

## **ROYAUME-UNI**

Centre for Economic Policy Research (CEPR)  
Centre for European Reform (CER)  
EU Policy Network (EPN)  
European Foundation  
Federal Trust for Education and Research  
Institute for European Environmental Policy (IEEP)  
The Policy Network  
British Institute of International Comparative Law (BIICL)  
Centre for Defence Studies (CDS), King's College London  
European Policy Forum (EPF)  
Foreign Policy Centre (FPC)  
International Institute for Strategic Studies (IISS)  
Institute of Economic Affairs (IEA)  
Overseas Development Institute (ODI)  
Royal Institute of International Affairs/Chatham House  
Royal United Services Institute (RUSI)

## **SLOVAQUIE**

Centre for European Policy

Institute for Economic and Social Reforms

Institute for Public Affairs IVO

M.E.S.A. 10 - Center for Economic and Social Analyses

Slovak Foreign Policy Association

## **SLOVENIE**

Institute for Economic Research

## **SUEDE**

Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS)

Swedish Institute of International Affairs (UI)

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Timbro

Center for Business and Policy Studies (SNS)



## ANNEXE 2 – PRINCIPAUX RESEAUX DE *THINK TANKS* EUROPEENS RENCONTRES

Les *think tanks* n'opèrent pas dans le vide, surtout dans le domaine des affaires européennes. Ils forment des réseaux et sont entourés d'organisations qui ont des activités similaires. L'une des particularités marquantes des *think tanks* que nous avons étudiés est le nombre impressionnant de liens qu'ils peuvent avoir avec des *think tanks* ou d'autres organisations tant à travers l'Europe que dans d'autres parties du globe.<sup>153</sup> Ces liens varient énormément tant par le type que par la profondeur (cf. section 1.2 pour l'exposé des causes de l'« internationalisation » des *think tanks*).

### LIENS DES *THINK TANK* LINKS COMPRIS DANS L'ETUDE

Les différents types de relations rencontrés dans l'étude incluent :

- Le contact avec un autre *think tank*, par le biais par exemple de meetings ou discussions. Cela permet dans certains cas de partager les pratiques les plus efficaces.<sup>154</sup>
- L'accueil en commun d'un événement : cela a permis à un *think tank* d'accéder à un nouveau public, hors de son pays d'origine. Le *think tank* "partenaire" local, avec sa meilleure connaissance de la scène politique nationale, peut aider à l'organisation d'un événement à l'étranger. Puis, le premier *think tank* rendra la pareille pour tout événement organisé dans son propre pays.
- Le partenariat avec un (d') autre(s) *think tank*(s) pour un projet de recherche unique : ce type de collaboration ad hoc est celui que préfèrent de nombreux *think tanks* de l'étude. Cela offre l'opportunité d'intégrer à la recherche un spectre plus large de perspectives tout en permettant aux *think tanks* de conserver leur indépendance vis-à-vis d'autres organismes.
- La participation à des projets de recherche et à des réseaux aux partenaires et aux secteurs multiples : ils rassemblent généralement un éventail de participants qui comprend des universités, des experts scientifiques et d'autres organes de recherche nationaux en plus des *think tanks*. Les meilleurs exemples sont les "Réseaux d'excellence" fondés par l'UE sous le 6ème Programme-cadre pour la recherche, bien qu'il en existe beaucoup d'autres. Les interviews avec les *think tanks* n'ont pas permis de déterminer clairement leur activité effective au sein de ces réseaux. Le contenu de recherche de chaque projet en réseau est en général assez spécialisé et il semble que les universités, qui disposent d'un plus grand nombre de chercheurs spécialisés, parviennent plus facilement à obtenir des fonds.<sup>155</sup> Une recherche plus approfondie aiderait sûrement à mieux comprendre la participation des *think tanks* à de tels réseaux. Il y a un ou deux exemples de *think tanks* qui prennent part à d'autres réseaux n'étant pas directement liés au 6ème Programme-cadre. Par exemple, FORNET est un nouveau réseau qui fait partager des idées entre universitaires et praticiens sur différents aspects de la politique étrangère européenne.<sup>156</sup> Il existe aussi

un grand nombre de réseaux de *think tanks* opérant au niveau européen. Struyk (2002) a fourni un cadre conceptuel pour l'examen pour ces réseaux, mais ils émergent essentiellement lorsqu'un groupe de *think tanks* qui partagent des intérêts communs décide d'établir un réseau formel. L'organisation d'un réseau peut avoir ou non des structures institutionnalisées existant en dehors des *think tanks* individuels.

- Le partage d'un forum commun avec un autre *think tank* pour promouvoir un domaine politique particulier : cela peut impliquer un certain degré de financement commun ainsi qu'un partage de personnel. L'un des exemples que nous avons trouvé est le "European Security Forum" récemment établi par le CEPS et l'IISS à Bruxelles afin de pouvoir accueillir des événements communs et d'écrire des articles communs sur les problèmes de sécurité et de défense européennes.<sup>157</sup> Un autre exemple serait la conférence biannuelle des directeurs et représentants d'instituts d'affaires internationales (fort heureusement rebaptisée CDRILA).
- Le financement direct d'un *think tank* par un autre : ce n'est pas une pratique courante entre euro-*think tanks*, bien qu'il en existe quelques exemples.<sup>158</sup>

## RESEAUX DE *THINK TANKS* EN EUROPE

Le tableau ci-dessous dresse une liste des principaux réseaux de *think tanks* rencontrés au cours de notre étude. D'autres semblaient également importants, comme par exemple le réseau des instituts européens de politique environnementale (dont les membres sont l'IEEP, l'IPAE et Ecologic); le réseau des directeurs d'instituts nordiques et baltes, et les meetings biannuels des instituts d'affaires internationales. Toutefois, aucun d'entre eux ne possède de site Internet. Cette liste ne prétend donc pas être exhaustive, mais fournir un aperçu général de départ.

Les réseaux sont habituellement de deux types : soit ils rassemblent simplement différents *think tanks* sans avoir de point de vue indépendant (ex. EPIN; TEPSA, fondé en 1974 et l'un des premiers réseaux de ce type à être établi en Europe); soit il s'agit de réseaux "épistémiques" qui regroupent des instituts aux orientations politiques similaires et qui sont généralement plus tournés vers l'activisme. Le meilleur exemple de notre étude de ce dernier type est le Stockholm Network, un réseau relativement nouveau de *think tanks* favorables au marché libre comptant des membres en Grande Bretagne, en Scandinavie et en France et dont le siège est à Londres.

Ceux qui jouissent d'une meilleure cohésion sont essentiellement ceux qui sont administrés et financés par un seul *think tank*, ou par un financeur extérieur (Struyk, 2002). Des exemples des réseaux les plus cohésifs seraient TEPSA, qui reçoit des financements de l'UE et créé à l'initiative du Federal Trust; EPIN, créé au moment de la Convention et dirigé par le CEPS qui l'accueille aussi dans ses bâtiments (le CEPS sert de siège aux secrétariats de nombreux réseaux<sup>159</sup>); et le réseau Policy Centers en Europe de l'Est relié à l'OSI, fondé par l'Open Society Institute et dirigé depuis son bureau à Budapest. Les *think tanks* européens peuvent aussi appartenir à un réseau mondial d'instituts de recherche dont un exemple est le Global

ThinkNet, qui organise des meetings de dialogue politiques entre les *think tanks* et les politiciens et qui est administré par le Japan Centre for International Exchange.

Plusieurs facteurs limitent discutablement l'impact que peuvent avoir les réseaux.<sup>160</sup> Une autre stratégie qu'utilisent alors les *think tanks* pour avoir de l'impact à l'étranger est de développer des réseaux de chercheurs bases dans différents pays et de gérer ce « *think tank* » depuis un siège unique.<sup>161</sup> C'est la forme organisationnelle utilisée par le Centre for Economic Policy Research (CEPR) (Voir l'étude de cas). Ce type d'opération a été facilité par l'expansion des technologies de l'information. Quelques autres *think tanks* sont même allés plus loin en s'établissant eux-mêmes comme des *think tanks* « uniquement en ligne », comme l'a fait le E.U. Policy Network récemment formé, bien que le développement d'un tel phénomène demeure incertain.<sup>162</sup>

**PRINCIPAUX RESEAUX D'EURO-THINK TANKS RENCONTRES \***

<b>Nom/site Internet</b>	<b>Date de fondation</b>	<b>Description</b>	<b>Couverture géographique</b>	<b>Nombre d'instituts membres</b>	<b>Secrétariat</b>
Association of European Conjuncture Institutes (AIECE) URL : <a href="http://www.econ.ucl.ac.be/CONJ/aiece2002/index.html">www.econ.ucl.ac.be/CONJ/aiece2002/index.html</a>	1957	Promotion de l'échange de statistiques et d'informations institutionnelles et encourage le développement économique	17 pays de l'UE, Suisse, Norvège et Yougoslavie	43 (dont certains sont des agences gouvernementales)	Belgique (IRES)
TEPSA (Trans-national European Policy Studies Association) URL : <a href="http://www.tepsa.be">www.tepsa.be</a>	1974	Promotion de la recherche internationale sur l'intégration européenne	EU	22	Bruxelles (TEPSA)
Euro-Mediterranean Study Commission (EuroMeSCo) URL : <a href="http://www.euromesco.net">www.euromesco.net</a>	1996	Recherche en politique étrangère et analyse des questions de sécurité	35 pays membres du Partenariat Euro-Med (UE et États nord-africains)	45 (y compris des instituts universitaires)	Lisbonne (IEEI)
Centres de recherche liés à l'OSI URL : <a href="http://lgi.osi.hu/ppi/">lgi.osi.hu/ppi/</a>	1997	Édification de la capacité des <i>think tanks</i> d'Europe orientale	Europe de l'Est	18	Open Society Institute, Budapest
European Forecasting Research Association for the Macroeconomy (EUROFRAME) <a href="http://www.euroframe.org">www.euroframe.org</a>	1998	Modelage économique et analyse débouchant sur des recommandations de politiques européennes	Pays-Bas, Allemagne, Irlande, Grande Bretagne, France, Italie, Autriche, Finlande	9	Berlin (DIW)
ENEPRI URL : <a href="http://www.enepri.org">www.enepri.org</a>	2000	Diffusion internationale de la recherche, recherche commune et information de l'opinion publique sur la dimension européenne des questions de politique économique nationales	Europe, y compris les pays candidats	23	Bruxelles (CEPS)
European Policy Institutes Network (EPIN) URL : <a href="http://www.epin.org">www.epin.org</a>	2002	Promotion du dialogue et de la recherche en politiques paneuropéennes	28 pays européens, tous les États membres et candidats à l'UE compris	37	Bruxelles (CEPS)
Stockholm Network URL : <a href="http://www.stockholm-network.org">www.stockholm-network.org</a>	2004 (bien que l'initiative date de 1997)	Réseau de <i>think tanks</i> favorables au marché libre	Royaume-Uni, France, Suède, Bruxelles	120	Londres

\* Réseaux dont les membres sont principalement des *think tanks*, basés en Europe et pourvus d'un site Internet.

- . . . . .
- <sup>153</sup> D'autre part, nous étudions les *think tanks* travaillant sur des thèmes internationaux qui étaient sans doute plus à même de présenter des liens internationaux que les *think tanks* qui se concentrent sur des questions nationales.
- <sup>154</sup> Si par exemple un nouveau directeur de *think tank* souhaite apprendre le mode de fonctionnement d'un *think tank* déjà existant. Ou simplement pour échanger des idées. Dans ce cas-ci, cela s'effectue souvent entre *think tanks* ayant les mêmes intérêts et/ou orientations de recherche, comme les instituts d'affaires internationales ou les *think tanks* favorables au marché libre.
- <sup>155</sup> Cf. par exemple la liste des projets en cours sur [www.cordis.lu](http://www.cordis.lu)
- <sup>156</sup> Il a été créé en janvier 2003 et est financé par la Commission. Il est administré depuis la London School of Economics et implique aussi d'autres universités ; l'un de ses principaux partenaires est TEPSA et de nombreux *think tanks* des affaires étrangères européennes comptent parmi ses membres. [www.fornet.info](http://www.fornet.info)
- <sup>157</sup> Cf. [www.eusec.org](http://www.eusec.org)
- <sup>158</sup> Plusieurs fondations allemandes aux finances solides, y compris la Fondation Bertelsmann et la Friedrich Ebert Stiftung, apportent un soutien financier aux nouveaux *think tanks* d'Europe de l'Est. La Fondation Robert Schuman porte aussi assistance à des instituts similaires des PECO.
- <sup>159</sup> ENEPRI (European Network of Economic Policy Research Institutes), [www.enepri.org](http://www.enepri.org); ENARPRI (European Network of Agricultural and rural Policy Research Institutes), [www.enarpri.org](http://www.enarpri.org); ELISE (European Liberty and Security), [www.eliseconsortium.org](http://www.eliseconsortium.org); EPIN (European Policy Institutes Network), [www.epin.org](http://www.epin.org); CS (Climate Strategies), [www.climate-strategies.org](http://www.climate-strategies.org); ESF (European Security Forum) – administré communément avec l'IISS, Londres, [www.eusec.org](http://www.eusec.org); ECRI (European Credit Research Institute), [www.ecri.be](http://www.ecri.be).
- <sup>160</sup> Ils créent un fardeau administratif supplémentaire pour les *think tanks* qui y participent, ce qui peut les distraire de leur travail initial. Par exemple, on exige des *think tanks* appartenant à l'EPIN d'organiser au moins un événement EPIN par an et aussi de produire une publication portant le nom du réseau. Cela peut décourager certains *think tanks* de participer, surtout ceux aux ressources limitées. Deuxièmement, si tous les membres d'un réseau adoptent des points de vue idéologiques différents et que le réseau n'a pas d'orientation politique ferme, son impact sur les décideurs sera sans doute moindre que celui d'un *think tank* normal. De plus, de tels réseaux subsistent généralement sur une base financière bien moins solide que les *think tanks* ordinaires. A moins qu'ils ne soient parvenus à trouver un financeur à long terme. Cela peut imposer des pressions aux réseaux pour qu'ils se réorganisent tôt ou tard en *think tank* traditionnel.
- <sup>161</sup> Les *think tanks* adoptent d'autres stratégies pour atteindre un public international plus large. Le peu d'entre eux qui ont les moyens de le faire établissent des filiales à l'étranger, surtout à Bruxelles. Cela leur permet de tisser plus de liens à l'étranger avec de nouveaux organismes centraux comme les institutions européennes tout en conservant leur base nationale. A cet égard, les seuls *think tanks* européens vraiment « transnationaux » que nous ayons trouvés dans notre étude sont : les fondations allemandes de partis politiques comme FES et KAS qui ont ouvert des bureaux dans le monde entier ; l'IISS qui a des bureaux à Londres, à Washington et à Singapour, a des membres dans plus de 100 pays à travers le monde et est présent de façon significative en Asie ; et l'IEEP, *think tank* de l'environnement basé au Royaume-Uni qui a ouvert un bureau à Bruxelles en 2001. Plusieurs *think tanks* non européens ont aussi des ramifications à Bruxelles, y compris certains instituts américains.
- <sup>162</sup> Il existe aujourd'hui plusieurs forums de discussion en ligne comportant de nombreuses similarités avec les *think tanks*. Un exemple est Open Democracy, une organisation en ligne qui promeut le débat sur diverses questions de politique. Strictement parlant cependant, il ne s'agit pas de *think tanks*, car la recherche en politique n'est pas leur principale activité.

## ANNEXE 3 – QUESTIONS METHODOLOGIQUES

### COMMENT RECONNAITRE UN *THINK TANK* : L'IDENTIFICATION DE NOS NEUFS CRITERES

Définir les *think tanks* n'est pas tâche aisée, si l'on considère la diversité des organisations potentiellement pertinentes. Nous sommes de l'avis de Sherrington (2000) qui estime qu'« en ce qui concerne l'UE, il est futile d'espérer une signification unique, une définition exclusive ne peut tout simplement pas s'appliquer aux *think tanks* orientés vers l'UE étant donné les contextes variés dans lesquels les politiques européennes sont formulées. » Effectivement, nous pensons qu'aucune définition unique ne convient à tous les groupes impliqués dans la production et la diffusion d'information en politique. Wallace et Garnett (1998), cités par Sherrington (2000), considèrent également qu'« il est peu pertinent de définir un '*think tank*' avec trop de précision. Les fonctions que remplissent les *think tanks*, recherche pertinente quant aux politiques publiques, promotion du débat public, remise en question de la sagesse conventionnelle, la formulation et la dissémination de concepts alternatifs et de calendriers politiques, peuvent être remplies de façons très différentes, sous différentes contraintes. »

Pourtant, trouver et appliquer une définition claire est crucial pour une analyse rigoureuse. Tandis que le monde des *think tanks* s'enrichit et se diversifie, il devient également sujet à des études et des discussions plus fréquentes. Le terme est employé de manière encore plus vague par les médias. Il est donc utile de rechercher une compréhension plus affinée de ce qui singularise les *think tanks* dans le monde de la formation des politiques.

La définition utilisée pour la présente étude est dérivée de six critères flexibles, proposés initialement par Weiss (1992, viii), pour ce qu'elle appelle les « organisations d'analyse politique. » elle déclare que les *think tanks* 1) sont des organisations permanentes, 2) ne sont pas responsables des opérations du gouvernement, 3) dispose d'un personnel spécialisé et expert, 4) sont orienté vers la politique, 5) produisent des analyses et des recommandations, 6) et mettent l'accent sur la communication de leur recherche aux décideurs politiques.

A la lumière de notre recherche et d'autres contributions académiques, le premier critère est la démarcation claire entre, par exemple, les équipes de recherche temporaires et les organisations qui tendent à durer (ex. les comités d'experts établis par la Commission européenne).

Le second est plus délicat cependant. L'objectif de Weiss qui déclare que les *think tanks* ne sont pas responsables des opérations du gouvernement, est dans certains cas plus difficile à appliquer. Les organisations désignées par les responsables publics pour entreprendre des recherches gouvernées par les besoins de l'État, comme les agences de recherche gouvernementales sont néanmoins exclues. La question de l'autonomie des *think tanks* va au-delà de leurs relations avec les autorités. D'une part, Stone, Denham et Garnett (1998) considèrent à juste titre que « la notion selon laquelle un *think tank* exige l'indépendance ou l'autonomie vis-à-vis de l'État pour jouir d'une parfaite "liberté de penser" est une notion singulièrement anglo-américaine qui ne s'exporte pas bien dans les autres cultures » et que, par exemple, « parler d'indépendance comme d'une caractéristique primordiale pour les *think tanks* ne signifie pas grand-chose dans le contexte culturel français. » Que dire des '*advocacy*' tanks, par exemple, dont la recherche et les

recommandations sont gouvernées par une vision prédéterminée du monde ? Ils peuvent ne pas appliquer des méthodes scientifiquement irréprochables et reçoivent généralement davantage de fonds provenant de sources favorables à leur calendrier. La recherche de la grande majorité des *think tanks* spécialisés dans l'UE est en réalité gouvernée par l'idée de la nécessité d'une intégration plus poussée et de l'élargissement de l'Union européenne. En tant que tels, ils servent aussi les intérêts d'acteurs variés, y compris la Commission européenne et certains partis qui les financent dans une large mesure. D'autre part, Stone *et al.* estiment, tout comme nous, que les *think tanks* devraient être capables de définir leur calendrier de recherche indépendamment des missions gouvernementales aussi bien que d'autres acteurs, qu'il s'agisse d'intérêts commerciaux ou de partis politiques. Comme ils l'expliquent, cela peut être une autonomie « relative » dans la mesure où « ces organisations peuvent opérer au sein du gouvernement (...) ou être attachées à des entités à but lucratif. » Essentiellement cependant, « ces instituts tentent de conserver leur liberté de recherche et revendiquent au moins de n'être tenu par aucun intérêt particulier. » L'idée d'indépendance, quoique nécessaire, demeure difficile à cerner.

Comme Stone l'a expliqué (2000, p.156) par exemple, « la distinction entre un *think tank* indépendant et un *think tank* officiel ou financé par l'État n'est pas nette. En réalité, l'autonomie et l'indépendance complètes pour les *think tanks* sont illusoires. Des calendriers de recherche auto générés, une autonomie financière, une perspective universitaire impartiale et la conservation d'une certaine distance organisationnelle vis-à-vis des forums officiels peut renforcer l'intégrité intellectuelle mais nuit aussi au potentiel de pertinence et de contribution politique. » Comme elle l'explique, tous les *think tanks* sont, dans une certaine mesure, conditionnés par leur environnement politique, que ce soit par leur statut fiscal, par les fonds publics qu'ils reçoivent, parce qu'ils ont été créés par leur gouvernement ou cooptés par des organisations officielles, ou parce qu'ils sont liés à des partis politiques, etc. McGann and Weaver (2000, p.5) sont partisans de suivre "une ligne intermédiaire", en restreignant leur étude aux organisations qui jouissent d'une « autonomie significative vis-à-vis du gouvernement et des intérêts sociétaux tels que les entreprises, les groupes d'intérêt et les partis politiques », tout en reconnaissant que « l'autonomie est un terme relatif plutôt qu'absolu, et que la définition opérationnelle d'un *think tank* doit différer suivant les régions. » Dans la pratique, nous avons essayé de déterminer comment ils préservent leur capacité à élaborer leur propre calendrier de recherche en posant exactement cette question, en examinant les statuts et les origines du personnel et des financements, et généralement en évaluant la capacité des organisations à travailler de façon autonome.

Être « orienté vers la politique », produire « des analyses et des recommandations » et communiquer leur recherche sont aussi des caractéristiques centrales des *think tanks*. Comme l'ont souligné McGann et Weaver (2000), c'est « la transformation de problèmes politiques en solutions de politiques publiques appropriées » qui justifie leur existence. Sherrington (2000) déclare avec raison que « l'objectif premier [des *think tanks*] est de diffuser leur recherche aussi largement que possible dans l'intention d'influencer les processus de décision politique, » contrairement au groupes d'intérêt ou aux ONG d'intérêt public qui analysent les politiques et proposent des alternatives au cas par cas, mais dont ce n'est pas l'activité principale. En fait, Stone (2000) voit cela comme l'essence même des *think tanks* : « Les *think tanks* ont une chose en commun : les individus qui les composent tentent de rendre des théories académiques et

des paradigmes scientifiques pertinents d'un point de vue politique. » cela permet de faire une différence, quoique parfois ténue, entre les *think tanks* et les institutions qui essaient simplement de diffuser des idées sans avoir une capacité de recherche qui leur permette de contribuer à la formulation des politiques (comme Forum Europe, A gauche en Europe, The Bruges Group, et Friends of Europe). Nous avons aussi exclu les organisations qui ne publient pas ou qui n'ont pas de site Internet (ex. Centro Europa Ricerche in Italy). Les centres de recherche académique qui étudient des questions liées aux politiques sans chercher à conditionner les débats politiques ni les processus de décision ont également été écartés (il y a par exemple de nombreux cas litigieux au Portugal qui n'apparaissent pas pour cette raison).

Dans cette perspective, et bien que Weiss considère uniquement les décideurs politiques comme cible valable pour les *think tanks*, plusieurs auteurs (Stone, 2000; Sherrington, 2000) incluent à la fois les décideurs et l'opinion publique. Pour Stone (2000), « le terme '*think tank*' désigne des instituts de recherche en politique indépendants (et souvent privés) (...) cherchant activement à éduquer ou à conseiller les décideurs et le public en empruntant différents circuits. » Denham et Garnett (1998) expliquent aussi que les *think tanks* essaient d'influencer l'opinion ambiante et de contribuer aux décisions de politiques publiques. A notre avis, cela est important dans la mesure où les *think tanks* produisent des idées et les mettent sur le marché. En d'autres termes, ils ne cherchent pas seulement à produire une certaine expertise, mais aussi à propager leurs idées. Même si leur objectif ultime est de voir appliquer leurs idées, le grand public devenant dès lors une cible stratégique quoique secondaire, nous estimons que ces deux aspects des *think tanks* sont d'importance égale.

Nous pensons aussi qu'une distinction qu'il peut être utile d'ajouter à la liste initiale de Weiss est que les *think tanks*, comme l'ont entre autres suggéré Stone, Denham et Garnett (p.4) ne décernent pas de diplômes. Cela permet de distinguer les formations de recherche purement ou principalement académiques (par ex. l'EUI à Florence) et les instituts de formation (par ex. EIPA aux Pays-Bas) d'une part, et les *think tanks* qui peuvent inclure différents types de formations dans leur activités comme faisant partie de leurs objectifs plus larges d'autre part (par ex. le Clingendael Institute lui aussi aux Pays-Bas). En ce qui concerne les cabinets de conseil qui offrent des services semblables à ceux des *think tanks*, le facteur distinctif, à notre avis, est que ces organismes opèrent uniquement à des fins commerciales, quel que soit le niveau scientifique de leurs pratiques de recherche, tandis que les *think tanks* opèrent en vue d'un certain intérêt public. Think tanks académiques ou partisans, ils proposent essentiellement un service public.

Par souci d'être complets, nous avons choisi de ne pas restreindre notre recherche aux seules organisations à but non lucratif comme le proposent McGann et Weaver (2000), car cela risquerait d'éliminer un grand nombre d'organisations pertinentes dans un contexte européen. En fait, ce critère est dérivé d'un contexte nord-américain et s'y est montré plus facilement applicable qu'en Europe comme ces auteurs en ont fait l'expérience, si l'on considère que tous les États membres de l'UE ne permettent pas ce type d'organisations. Nous ne nous sommes pas limités non plus aux organisations pluridisciplinaires, mais nous avons inclus les organismes spécialisés (ex. IRI Europe aux Pays-Bas).



## LISTE DES ENTRETIENS QUALITATIFS

Les interviews qualitatives ont été menées en personne ou par téléphone. Dans un petit nombre de cas par email (indiqué).

### DECIDEURS POLITIQUES

1. Christine Verger, Secrétaire générale du groupe socialiste, Parlement européen, 14.07.2004
2. Maïté Abram, Directrice, Mouvement Européen Belgique, 14.07.2004
3. Sylvie Goulard, Groupe des Conseillers Politiques, Commission européenne, 14.07.2004
4. Aivar Roop, Directeur, European movement, Estonie, 14.07.2004
5. Marina Féat, Chargée de mission, Représentation Permanente de la France auprès des institutions européennes, 15.07.2004
6. Odile Chenal, Directrice adjointe, European Cultural Foundation, 16.07.2004
7. Eneko Landaburu, Directeur général, DG Relations Extérieures, Commission européenne, 19.07.2004
8. Nicole Gnesotto, Directrice, EUISS, 19.07.2004
9. Jacques Delors, Président, Notre Europe, 26.07.2004
10. Helle Thorning Schmidt, ancien Membre du Parlement européen (Danemark), fondateur du *think tank* Progressivt Centrum, 27.07.04
11. Joachim Bitterlich, Vice-Président de Veolia environnement, ancien Conseiller du Chancelier Kohl, 11.08.2004
12. Lucy Powell, Directeur de campagnes, Britain in Europe, 13.08.04
13. François Lamoureux, Directeur général, DG transports et énergie, Commission européenne, 18.08.2004
14. Lykke Friis, Dansk Industri, 18.08.04
15. Henrik Kröner, Secrétaire Général, European Movement International, 19.08.2004
16. Grégoire Verdeaux, Conseiller, Cabinet Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères (France), 2.09.2004
17. Hubert Heiss, Chef de section à la Chancellerie (RFA), 2.09.2004
18. Pierre Jonckheer, Membre du Parlement européen (Belgique), 3.09.2004
19. Juan Ignacio Morro, Ministère des Affaires étrangères, Secrétariat d'État aux Affaires Européennes, Espagne, 7.9.2004
20. Androula Vassiliou, Membre du Parlement Européen (Chypre), 27.08 et 8.09.2004
21. Amaya Bloch-Lainé, Directrice, German Marshall Fund of the U.S., Paris, 9.09.2004
22. Lord Grenfell, Chairman, House of Lords EU Select Committee, UK Parliament, 13.09.2004

### MEDIAS

1. David Cronin, Correspondant politique, European Voice, 15.07.2004
2. Françoise Crouigneau, Rédactrice en chef international, Les Echos, 27.08.2004
3. Ana Alonso Montes, journaliste espagnol, membre du comité de rédaction international, El Mundo, 30.8.2004

4. Quentin Dickinson, Directeur délégué de Radio France à Bruxelles, chargé des affaires européennes, 31.08.2004
5. Martine Dubuisson, journaliste, Le Soir, 3.09.2004
6. Anthony Manduca, Rédacteur en chef adjoint, The Times, (Malte), Expert en relations internationales et Affaires européennes 3.09.2004
7. Aija Lulle, journaliste, Neatkariga (Lettonie), 3.09.2004
8. Erkki Bahovski, journaliste, Rédacteur en chef des actualités européennes, Postimees, (Estonie), 6.09.2004
9. Paul Gillespie, Rédacteur en chef pour la politique étrangère, Irish Times, 08.09.04
10. Ian Black, ancien Correspondant à Bruxelles, The Guardian, 13.09.04

#### UNIVERSITAIRES

1. Iga Krasnowska, Center for International Relations (Pologne), 14.07.2004
2. Jean Pisani-Ferry, économiste, fondateur du European Centre for International Economics, 19.07.2004
3. Renaud Dehousse, Professeur Jean Monnet et directeur du Centre Européen à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 28.07.2004
4. Franklin Dehousse, Professeur, Université de Liège, assesseur du département « études européennes » de l'Institut Royal des Relations Internationales, IRRI (Belgique), 5.08.2004
5. Jacques Rupnik, Centre d'Etude et de Recherches Internationales, 19.08.2004
6. Yves Mény, Président du European University Institute, Florence, 21.08.2004
7. Simon Hix, Professeur de Politique européenne et comparée, Département du Gouvernement, LSE, 24.08.04
8. Martin Thunert, Professeur, Université de Munich, auteur de plusieurs ouvrages sur les *think tanks*,<sup>163</sup> 30.08.2004
9. Roderick Pace, Directeur du Centre européen de documentation et de recherche, Université de Malte, 1.09.2004
10. Diane Stone, Lectrice en Politique et études internationales, Université de Warwick, 3.09.04
11. Josef Braml, Chercheur au SWP,<sup>164</sup> 7.09.2004

#### THINK TANKS

1. Abraamides Lysandros, Directeur adjoint, Research & Development Center-Intercollege, Chypre, 08.07.2004
2. Radek Spok, EUROPEUM Institute for European Policy, République Tchèque, 09.07.2004
3. Barbara Lippert, Stellvertrete Direktorin, Institut für europäische Politik (IEP), 9.07.2004
4. Monica Cauchi, Responsable communication, European Documentation and Research Center, Malte 09.07.2004

5. Ludger Kühnhardt, Directeur, Center for European Integration Studies (ZEI), Bonn Universität, 9.07.2004
6. Mr. Hutter, Responsable pour les projets européens, Hanns-Seidel-Stiftung, 12.07.2004
7. Judas Vorrath, Coordinateur des programmes et de la recherche, Stiftung Entwicklung und Frieden (SEF), 12.07.2004
8. Jürgen Turek, Directeur administratif, Centrum für angewandte Politikforschung (CAP) an der Universität München, 12.07.2004
9. Andreas Theophanous, Directeur, Research & Development Center-Intercollege, Chypre 12.07.2004
10. Aksel Kirch, Directeur, Institute for European Studies, Estonie, 12.07.2004
11. James Ker-Lindsay, Directeur, Civilitas Research, Chypre, 12.07.2004 and 01.09.2004
12. Erik Terk, Directeur, Estonian Institute for Futures Studies, 13.07.2004
13. Giles Merritt, Secrétaire Général, Friends of Europe, 13.07.2004
14. Rolf Langhammer, Vice-président, IfW, Kiel Institute for World Economics, 13.07.2004
15. Hans-Georg Ehrhart, Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik an der Universität Hamburg, 13.07.2004
16. Silvia Stiller, Chef du programme de recherche 'European Integration and Spatial Development', HWWA, 13.07.2004
17. Andres Kasekamp, Directeur, Estonian Foreign Policy Institute, 14.07.2004
18. Marlène Arany, Secrétaire Générale, TEPSA, 14.07.2004
19. Karel Lannoo, Chef de la direction, Staffan Jerneck, Directeur adjoint, Centre for European Policy Studies, 14.07.2004
20. Ann Metter, Directrice exécutive et co-fondatrice, Paul Hofheinz, Président et co-fondateur, Lisbon Council, 15.07.2004
21. Daniela Manca, Chercheur, International Security Information Service, Europe, 15.07.2004
22. Graham Mather, Directeur, European Policy Forum, 15.07.2004
23. Michael Landesmann, Directeur de la recherche, Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche (WIIW), 15.07.2004
24. Raita Karnite, Directeur, Institute of Economics in Latvia
25. Henrietta Riegler, Chercheur émérite - Europe sud-orientale, Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), 16.07.2004
26. Mr. Schmidt, Directeur administratif, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin), 16.07.2004

27. Joseph Melchior, Professeur assistant, Österreichisches Gesellschaft für Politikwissenschaft (ÖGPW), 16.07.2004
28. Elizabeth Phocas, Directrice adjointe, ELIAMEP, 16.07.2004
29. Charles Grant, Directeur, Centre for European Reform, 16.07.2004
30. Brendan Donnelly, Directeur, Federal Trust, 16.07.2004
31. Thomas Fischer, Responsable de projet, Bertelsmann Stiftung, 19.07.2004 (mail)
32. Michael Paul, Président, Secrétariat de la recherche, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), 19.07.2004 (mail)
33. Tanja Gewis, Management, Institut für Höhere Studien (IHS), 19.07.2004
34. Otmar Höll, Directeur, OIIP Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), 19.07.2004
35. Leslie Agius, Directeur, Foundation of International Studies, 19.07.2004
36. Hynek Opolecky, Policy Center for the Promotion of Democracy, République Tchèque, 20.07.2004
37. Thanos Veremis, Directeur, EKEME, 20.07.2004
38. Hermann Schmitt – Projektleiter, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung (MZES), 20.07.2004
39. Mrs Bapuly, Researcher-lawyer, Institut für Europäische Integrationsforschung (IEF), Wien, 20.07.2004
40. Marek Jakoby, M.E.S.A. 10 - Center for Economic and Social Analyses, 20.07.2004 67.
41. Peter Zsapka, Centre for European Policy, Slovaquie, 20.07.2004
42. Anders Mellbourn, Directeur, Swedish Institute of International Affairs, 21.07.2004
43. Annita Kishi-Manentzou, Assistante de direction, European Institute of Cyprus, 21.07.2004
44. Eckard Bolsinger, Wissenschaftlicher Mitarbeiter, Internationales Institut für Politik und Wirtschaft (Haustrissen), 21.07.2004
45. Helga Haftendorn, Vice-Président de l'institut de recherche, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), 21.07.2004
46. Kristina Meskova, Institute for Economic and Social Reforms, Slovaquie, 21.07.2004
47. Jens Rasmussen, Personnel Department, Danish Institute for International Studies, 21.07.2004
48. Harri Lorentz, Chercheur adjoint, Pan-European Institute, Finland, 22.07.2004
49. Jan Hrich, The Institute of International Relations-IIR, République Tchèque, 22.07.2004
50. Egle Baroniunaite, Responsable de projet, Lithuanian Regional Research Institute, 23.07.2004

51. Stephen Yeo, Responsable exécutif en chef, CEPR, 23.07.2004
52. Robert Dover, Directeur, EU Policy Network, 25.07.2004
53. Ana Pinto, Instituto Português de Relações Internacionais, 26.07.2004
54. Pedro Courela, Instituto de Estudos Estratégicos Internacionais, 27.07.2004
55. Pascale Joannin, Directeur, Fondation Robert Schuman, 27.07.2004
56. Richard Whitman, Directeur du programme européen, RIIA, 27.07.2004
57. Tatiana Muravska, Directeur of the Centre for European and Transition Studies, 28.07.2004
58. Jean Nestor, ancien Secrétaire Général, Notre Europe, 28.07.2004
59. Pilar Tena, Directeur des relations institutionnelles, Real Instituto Elcano, 29.07.2004
60. Stanley Crossick, Fondateur, European Policy Centre, 29.07.2004
61. Brona Pinterova, Institute for Public Affairs, Slovaquie, 30.07.2004
62. Michael Meier, Responsable du bureau des pays occidentaux industrialisés, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2.08.2004
63. Hans-Werner Sinn, Président, CESifo Group, IFO-Institut, 2.08.2004
64. Margriet Drent, Directrice exécutive, Centre for European Security Studies, 3.08.2004
65. Peter van Ham, Dr., Président adjoint des études, Clingendael Institute, 3.08.2004
66. Sacha Godeschalk, Rand Europe, Leiden, 3.08.2004
67. Bruno Kaufman, Initiative & Referendum Institute Europe, 4.08.2004
68. Vita Terauda, Directrice, Centre for Public Policy PROVIDUS in Latvia, 05.08.2004
69. Sonja Puntischer-Riekmann, Directrice, Institut für Europäische Integrationsforschung (IEF), Wien, 10.08.2004
70. A.D. Papayannides, Membre du Conseil d'administration, EKEME, 10.08.2004 (email)
71. Carolina Mateu, Responsable communication, IEMED, Espagne, 11.8.2004
72. Maria Palsson, Directrice communications, Timbro, 12.08.2004
73. Ronald J Pohoryles, Président & Directeur, Interdisciplinary Centre for Comparative Research (ICCR), 13.08.2004
74. Atis Lejins, Directeur, Latvian Institute of International Affairs, 17.08.2004
75. Inga Kanasta, Assistante de Direction, Latvian Institute of International Affairs, 17.08.2004
76. Richard Gowan, Président, European Research, FPC, 18.08.2004
77. Tomas Dahlman, Directeur, SIEPS, 18.08.2004

78. Erich Hochleitner, Directeur, Österreichische Institut für Europäische Sicherheitspolitik, 20.08.2004
79. Pierre Lepetit, Directeur Exécutif, Institut Français des Relations Internationales, 25.08.2004
80. Ulrika Stuart, Responsable information, SNS, 27.08.2004
81. Francois Lafond, Directeur adjoint, Policy Network, 2.09.2004
82. Ms Buggel-Asmus, Responsable information, ETUI, 3.09.2004
83. Roderick Pace, Directeur, European Documentation and Research Center, Malte, 01.09.2004
84. Pete Glennon, Administrateur, Institute of European Affairs, Dublin, 3.09.2004
85. Jill Donoghue, Research Director, and Pete Glennon, Administrator
86. Philippe Pochet, Directeur, Observatoire Social Europeen, 10.09.2004
87. Marco Incerti, EPIN/CEPS, 13.09.2004

---

<sup>163</sup> Notamment : "Think Tanks in Germany" in Stone, Denham, Garnett, 2003. "Conservative Think Tanks in the United States and Canada" in : Rainer-Olaf Schultze, Roland Sturm and Dagmar Eberle (eds.) : *Conservative Parties and Right-Wing Politics in North America*, Opladen (Germany) : Leske&Budrich, 2003, 229-254. "Players Beyond Borders ? German Think Tanks as Catalysts of Transnationalisation" in : *Global Society*, No.2, April 2000, 191-212.

<sup>164</sup> Auteur de *Think Tanks vs. "Denkfabriken" ? US and German Policy Research Institutes Coping with and Influencing Their Environments*

## QUESTIONNAIRES

Les trois questionnaires suivants ont servi à interviewer des directeurs de *think tanks*, des décideurs et des journalistes, et des universitaires. D'autres questions ont été posées quand les interviews justifiaient d'aller au-delà de ces questions initiales.

### DIRECTEURS DE *THINK TANK*

1. Quelle est la raison de création de votre *think tank* ?
2. Comment déterminez-vous vos priorités de recherche ?
3. A quel stade du processus décisionnel intervenez-vous généralement ? Avant : quand les politiques officielles sont créées ; ou après, en réaction aux propositions qui sont examinées ?
4. Comment cherchez-vous à préserver votre indépendance ?
5. Quelle serait votre définition d'un *think tank* en Europe ?
6. Selon vous, quels sont les facteurs clés d'influence d'un *think tank* ? De crédibilité ?
7. Quels *think tanks* considérez-vous comme les plus influents ?
8. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* en Europe ?
9. Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les *think tanks* aujourd'hui ? (concurrence, financement...)
10. Quelles conséquences a l'élargissement de l'UE sur vos activités ? Et pour les autres *think tanks* travaillant sur les affaires européennes ?
11. Quels autres *think tanks* s'intéressent aux affaires européennes dans votre pays ?
12. Pouvez-vous évaluer votre couverture médiatique : interviews, TV, presse articles/éditoriaux, citations, etc. ?
13. Quels bénéfices tirez-vous de vos liens avec d'autres *think tanks* européens ?

### DECIDEURS

14. Utilisez-vous souvent les *think tanks* comme sources d'information ?
15. Les contactez-vous de votre propre initiative, ou cherchent-ils à vous contacter ?
16. Quelle est votre opinion sur de tels contacts : utiles / pas très utiles, pourquoi ?
17. Qu'attendez-vous des *think tanks* ? Quel rôle peuvent-ils jouer dans la construction européenne et le processus d'intégration ?
18. Quels *think tanks* considérez-vous comme les plus influents ?
19. Selon vous, quels sont les facteurs clés d'influence d'un *think tank* ? De crédibilité ?

20. Diriez-vous que l'indépendance d'autres intérêts (politiques, idéologiques, etc.) est un facteur de crédibilité important pour un *think tank* ?
21. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* en Europe ?
22. Iriez-vous travailler pour un *think tank* vous-même ? Pourquoi ?

#### UNIVERSITAIRES

23. Les *think tanks* sont-ils d'importants acteurs de la construction européenne et des processus décisionnels ?
24. Quel rôle jouent-ils selon vous ?
25. Contribuent-ils de façon adéquate à l'élaboration des politiques en Europe ?
26. Quelque chose pourrait / devrait-il être fait dans (l'Etat membre en question) / l'Union européenne pour encourager le développement des *think tanks* ?
27. Quelles sont les caractéristiques essentielles d'un *think tank* influent ? crédible ?
28. Quels sont les *think tanks* les plus influents ? Pourquoi ?
29. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* (dans le pays en question) / dans d'autres pays ?
30. Quelle est votre opinion sur la nature et le travail des *think tanks* (du pays en question), comparé, par exemple, à la nature et au travail des *think tanks* américains ?
31. Connaissez-vous d'autres études ou enquêtes qui traitent de ce sujet ?



#### ANNEXE 4 – REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Archambault, Edith, « Foundations in France », in *Foundations in Europe, Society, Management and Law, The Directory of Social Change*, Berlin : Bertelsmann Foundation, 2001
- Barnier, Michel, discours aux ambassadeurs, 26 août 2004, consultable sur <http://www.diplomatie.gouv.fr>
- Baun, Michael J., *An Imperfect Union : The Maastricht Treaty and the New Politics of European Integration*, Westview Press, 1996
- Blockstein, David, *How to Lose Your Political Virginity While Keeping Your Scientific Credibility*, in *BioScience*, 52 :1 (2002) : pp.91-96
- CDRI (Centre de recherche pour le développement international), Evaluation stratégique de l'influence politique du CRDI, consultable à [http://web.idrc.ca/en/ev-12182-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://web.idrc.ca/en/ev-12182-201-1-DO_TOPIC.html), 2001.
- Denham, Andrew, et Mark Garnett, *British Think Tanks and the Climate of Opinion*, London : UCL Press, 1998
- Dickson, Paul, *Think Tanks*, New York, NY : Atheneum, 1971
- Dinan, Desmond, *Ever Closer Union ?*, 2<sup>nd</sup> ed., London : Palgrave Macmillan, 1999
- *Economist* (The), « Pennies for their thoughts » , 2 septembre 2004
- EFC (European Foundation Centre), *Recommendations on a European statute for foundations*, (2001) consultable sur <http://www.efc.be>
- *European Voice*, Thomas Klau, « Stiftungen Provide a Useful Link » , 9 juillet 1998 (1998a)
- *European Voice*, Rory Watson, « Crossing the Business and Political Divide » , 9 juillet 1998 (1998b)
- *European Voice*, Craig Winneker, « Guaranteeing your *think tank* is the '...ing thing' », 15 octobre 2003
- *European Voice*, Gareth Harding, « Why Think Tanks are More than just a Chance for Schmooze and Free Drinks » , 24 janvier 2004
- Eurostat, *Research and Development Expenditure*, News Release, 25 février 2004
- Féat, Marina, *L'influence française dans les think tanks traitant des questions européennes*, étude réalisée pour la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne, juillet 2004
- Floch, Jacques, *Rapport N°1594 d'Information sur la Présence et l'Influence de la France dans les Institutions Européennes*, Assemblée Nationale, 2004 (12 mai), <http://www.assemblee-nationale.fr/12/Europe/rap-info/i1594.asp>

- Fondation Hippocrène, *Développer les Fondations en France, un Impératif Européen*, étude réalisée par HEC Junior Conseil, juillet 2001
- Gadault, Thierry, « La Grande Misère des Think Tanks Français », in *Le Nouvel Economiste*, 26 mars - 1 avril 2004
- Greenwood, Justin, *Representing Interests in the European Union*, London : St. Martin's Press, 1997
- Greenwood, Justin, *Interest Representation in the European Union*, London : Palgrave Macmillan, 2003
- Harvey, B. "Does Ireland Need More Think Tanks?", *Administration*, Vol.49, no.4, hiver 2001-02, pp.89 – 100
- Institut Montaigne, *25 propositions pour développer les fondations en France*, novembre 2002
- Johnson, Erik C., *Central Europe's Think Tanks : A Voice for Reform*, in *Economic Reform Today*, N°3, 1996 : [www.cipe.org](http://www.cipe.org)
- Journal du Management, Le, *Annuaire, Les Think Tanks les Plus Influent*, <http://management.journaldunet.com/dossiers/040435thinktanks/annuaire/index.shtml>, 2004
- Kingdon, John W., *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York : Harper Collins, 1984
- Le Corre, Philippe, *Tony Blair, Les Rendez-Vous Manqués*, Paris : Autrement, 2004
- Lindquist, Evert A., *Discerning Policy Influence : Framework for a Strategic Evaluation of IDRC-Supported Research*, University of Victoria, 1 septembre 2001 : [http://web.idrc.ca/en/ev-12177-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://web.idrc.ca/en/ev-12177-201-1-DO_TOPIC.html)
- McCormick, John, *Understanding the European Union : A Concise Introduction*, London : Palgrave Macmillan, 2<sup>nd</sup> ed., 2002
- McGann, James G., R. Kent Weaver, ed., *Think Tanks and Civil Societies, Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick : Transaction Publishers, 2000
- McGann, James G., *Scholars, Dollars, and Policy Advice*, Foreign Policy Research Institute, Philadelphia, 2004
- Nielsen, Stephanie, *IDRC-Supported Research And Its Influence On Public Policy : Knowledge Utilisation and Public Policy Processes : A Literature Review*, IDRC, décembre 2001
- Nye, Joseph, John D. Donahue (ed.), *Governance in a Globalizing World*, Brookings, 2000
- Oster, Sharon M., *Strategic Management for Non-profit Organizations, Theory and Cases*, New York : Oxford University Press, 1995

- Park, Sarah S., *Idea-Factories or Ideologues? Think Tanks and the Paradox of Credibility and Influence*, essai présenté à la Commission des Diplômes en Etudes Sociales, Harvard College, mars 2004
- Przybylski, Wojciech, *Think Tanks in Austria and their Polish Counterparts*, Vienne : Académie politique, 2004
- Sherrington, Philippa, « Shaping the Policy Agenda : Think Tank Activity in the European Union », in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000
- Skorzynska, Katarzyna, « Monopoly for Europe - Poland Should Fight to Defend the Principles of Solidarity and Cohesion », in *Polish News Bulletin*, 13 nov. 2003
- Smith, James Allen, *The Idea Brokers : Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York : The Free Press, 1991
- Stone, Diane, *Capturing the Political Imagination, Think Tanks and the Policy Process*, London : Frank Cass, 1996
- Stone, Diane, Andrew Denham, Mark Garnett (eds.), *Think Tanks Across Nations. A Comparative Approach*, Manchester : Manchester University Press, 1998
- Stone, Diane, « Think Tanks Transnationalisation and Non-Profit Analysis, Advice, and advocacy », in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000a
- Stone, Diane, « The Changing Think Tank Landscape », in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000
- Stone, Diane, Andrew Denham (eds.), *Think Tank Traditions : Policy Analysis Across Nations; Policy Research and the Politics of Ideas*, Manchester : Manchester University Press, 2004
- Struyk, Raymond J., « Management of Transnational Think Tank Networks », in *International Journal of Politics, Culture and Society*, Vol.15, No.4, été 2002
- Sunstein, Cass R., *Why Societies Need Dissent*, Cambridge : Harvard University Press, 2003
- Vaïsse, Justin, « Guide du lecteur des revues de politique étrangère américaines; Guide des *think tanks* et instituts de recherche aux Etats Unis », Numéro Spécial, Ministère des Affaires Etrangères, in *Bulletin du Centre d'Analyse et de Prévision*, N°70, printemps-été 1998
- Wallace, William, « Ideas and Influence », in Stone, Denham, Garnett (eds.), op. cit.
- Weiss, Carol, « Helping Government Think », in *Organizations for Policy Analysis : Helping Government Think*, ed. Carol Weiss, Newbury Park : Sage, 1992